

La récupération économique de la Tunisie

« Tout le Maghreb est capable d'investir dans l'industrie, pétrochimique, médicale, ou encore dans les énergies renouvelables. Ces industries sont autant bénéfiques aux pays du Nord, qu'aux pays du Maghreb ».

ENTRETIEN avec *Tarek Chérif* par *Lurdes Vidal*

Au cours des derniers mois, la Tunisie a dû affronter la plus grave crise politique depuis la révolution de janvier 2011. Ainsi, le gouvernement et l'opposition ont initié un « dialogue national » afin de trouver une solution à cette situation devenue insoutenable, tout en cherchant à relancer l'économie et l'un de ses piliers : le tourisme. Dans le cadre du Forum économique de la Méditerranée occidentale, afkar/idées a eu l'opportunité de s'entretenir avec Tarek Chérif, homme d'affaires et fondateur de la Confédération des entreprises citoyennes de Tunisie (CONNECT) qui vise à promouvoir l'image de marque des entreprises tunisiennes aux niveaux national et international.

AFKAR/IDEES : *En tant qu'entrepreneur, qu'attendez-vous du Dialogue 5+5 ? Quelles sont les thématiques prioritaires ?*

TAREK CHERIF : Cette réunion est fondamentale dans la mesure où cette région souffre aujourd'hui d'un manque de croissance et d'un déficit de développement. Pour soutenir la croissance et la création d'emploi, il est important de rassembler les forces vives de ces pays en vue de trouver des opportunités intéressantes et surtout des moyens existants pour les saisir. Les pays participant au Dialogue 5+5 peuvent envisager une démarche commune pour aller de l'avant, et le fait d'en parler avec les opérateurs écono-

miques qui connaissent la réalité des problèmes apporte un pragmatisme et un début de solutions intéressants. Cette démarche doit être assortie d'un suivi afin d'évaluer régulièrement ce qui a été fait, d'analyser les problématiques qui émergent et d'essayer de les corriger.

A/I : *Pourrait-on donc envisager que la Tunisie devienne un hub économique régional ?*

T.C. : Ce n'est pas seulement la Tunisie mais toute la région du Maghreb qui est aujourd'hui capable d'investir et de s'investir dans l'industrie, par exemple pétrochimique, chimique, médicale, dans le secteur environnemental ou encore dans les énergies renouvelables. Ces industries sont autant bénéfiques aux pays du Nord, qu'aux pays du Maghreb et plus généralement d'Afrique. Fort heureusement, les cinq pays du Sud ont des moyens qu'ils peuvent mettre à contribution pour développer les infrastructures horizontales au niveau de leur pays et ainsi augmenter les flux commerciaux régionaux. Pour autant, il reste beaucoup à faire dans divers domaines tels que l'éducation, la formation professionnelle ou encore les secteurs bancaire et financier. La région doit se doter d'un institut bancaire dédié au développement. Aujourd'hui, nous manquons encore de routes, de rails, de connexions maritimes. Or, ce sont des points logistiques fondamentaux pour le développement de la circu-

lation des biens entre les différents pays du Maghreb. Et ce, d'autant plus que cette région est l'une des moins intégrées au monde : les échanges commerciaux intra-Maghreb oscillent entre 3 et 4 %, soit deux à trois points de croissance par an et par pays. En Tunisie, un point de croissance représente 15 000 emplois tandis que ce même point en Algérie ou au Maroc représente 35 000 emplois. Croyez-vous que ces pays peuvent se passer d'autant d'emplois chaque année ? Nous sommes donc amenés à travailler ensemble afin de changer cette donne économique pour qu'elle profite à tous.

A/I : *La Tunisie est dans un moment économique un peu délicat : secteur clef de l'économie, le tourisme est affecté par l'instabilité politique. Quelles seraient les politiques nécessaires pour renforcer ce secteur ?*

T.C. : Le point le plus important réside dans le volet sécuritaire. Notre objectif est d'atteindre puis de dépasser les recettes touristiques de 2010, la meilleure année pour le tourisme tunisien. 2013 sera meilleure que 2012, mais il est possible que l'on parvienne au -10 % de 2010. Je pense qu'en ramenant l'ordre et la sécurité dans le pays, en faisant les investissements nécessaires (rénovation et mise en conformité de certains établissements) et en diversifiant l'offre touristique (rencontres des touristes avec les populations locales par exemple) nous serons dans la bonne voie.

Les échanges intra-Maghreb oscillent entre 3 et 4 %, soit 2 à 3 points de croissance par an et par pays

A/1 : *Il existe également des problèmes structurels tels que la faible création d'emploi, la faible intégration des femmes et des jeunes dans le marché du travail, le délaissement des régions centrales du pays, etc. Existe-t-il des politiques à cet égard ?*

T.C. : Malheureusement on a pris du retard. La révolution tunisienne a éclaté pour des raisons fondamentalement économiques et sociales. Il est donc de notre devoir de faire en sorte que les conditions économiques soient optimales, notamment en multipliant les perspectives d'emploi, dans le public ou dans le privé. Différentes conditions doivent être réunies dans le secteur privé : il faut que les acteurs aient un intérêt à investir dans la région. Parallèlement au retour à la sécurité, d'autres conditions doivent être rapidement réunies, notamment au niveau des infrastructures. À cet égard, nous sommes en train de revoir le Code des Incitations aux Investissements afin d'attirer les investisseurs dans les régions reculées. Le but est de permettre à un investisseur de trouver un intérêt à aller dans ces régions. Par ailleurs, le Code de la fiscalité est actuellement en chantier. Ces deux codes vont de pair avec la question des infrastructures car ils fondent l'intérêt de l'investisseur – d'abord tunisien, ensuite étranger – à investir dans les territoires délaissés. En ce sens, la CONECT est convaincue que des investisseurs nationaux doivent d'abord s'intéresser à ces régions afin que d'autres, cette fois-ci étrangers, s'y intéressent.

A/1 : *Le 23 octobre 2013 est un jour important en Tunisie car il marque l'an-*



De gauche à droite : Tarek Cherif, le secrétaire général de l'UpM, Fathalla Sijilmassi, et le secrétaire général de l'UMA, Habib ben Yahia. Barcelone, 23 octobre 2013./J.B.

niversaire des élections et l'ouverture du dialogue national. Quelle analyse faites-vous de ce processus ? Quelles sont les perspectives de ce dialogue ?

T.C. : Le dialogue national est un élément intéressant pour la Tunisie. J'espère que cela va rapidement aboutir afin de permettre de tourner la page après cette difficile période transitoire. La nomination d'un gouvernement de compétences permettra de se concentrer sur l'avenir. Ce dialogue permettra la tenue d'élections présidentielles et législatives puis la nomination d'un gouvernement, nécessaires pour avoir une politique économique et sociale permettant la Tunisie de récupérer son statut de « pays émergent ». En ce sens, les responsables politiques doivent réaliser qu'il n'y a plus de marge de manœuvre, que la situation économique et sociale est très difficile, et que chaque jour va comp-

ter dans la dégradation de la situation économique et sociale.

A/1 : *En Europe, d'aucuns pensent que si la Tunisie ne réussit pas, aucun pays ne réussira dans ce processus démocratique. Croyez-vous que la Tunisie est le pays le mieux positionné dans son projet démocratique ?*

T.C. : Oui. Car la Tunisie a des spécificités qui datent d'une cinquantaine d'années, un système éducatif, un statut de la femme, un système de santé, ainsi qu'une base industrielle et commerciale qui fait qu'elle exporte autant que le Maroc en produits industriels, alors que la population marocaine représente plus du triple de la population tunisienne. Certes, il reste beaucoup à faire, mais j'ai confiance en mes compatriotes pour dépasser cette situation difficile et pour aller vers des perspectives claires et porteuses d'espoirs. ■